

Crise de la «vache folle» et Politique agricole :

Protection des intérêts économiques ou de la santé publique ?

La santé d'abord ! Qui ne connaît pas ce précepte... qui de toute évidence n'est que rarement appliqué. En effet, dès qu'il s'agit de préserver des places de travail, la santé humaine passe en seconde priorité. Les politiciens et la majorité de la population semblent d'accord là-dessus. Il n'est donc pas étonnant qu'avec la crise de la «vache folle», la préoccupation majeure n'est pas la santé humaine, mais un compromis d'intérêts entre l'économie et la santé.

D'après ce que l'on sait jusqu'à présent (et l'on n'en sait encore que peu !), la crise de la «vache folle» est le résultat d'une course au profit afin de faire encore plus de bénéfices dans le marché de la viande: pour obtenir un engraissement plus rapide, de la nourriture à base de sang et de chair animale a été donnée aux ruminants et aux autres animaux dits de boucherie. Cet aliment «dopant» n'est pas seulement fabriqué à partir de déchets d'abattoirs, mais également avec toutes sortes de cadavres qui, chauffés à haute température, sont transformés en farine. Cette température a été par la suite abaissée pour en diminuer les coûts.

Dès que les conséquences dramatiques de ces pratiques sont apparues au grand jour en Grande-Bretagne, le gouvernement britannique les a d'abord camouflées, puis minimisées, afin de ne pas

porter préjudice à l'industrie de la viande. L'Allemagne fit de même: une semaine encore avant le premier cas d'ESB déclaré dans ce pays (mi-décembre 2000), les politiciens allemands étaient les plus fervents adversaires des mesures anti-ESB au sein de l'Union Européenne. Ils s'opposaient surtout à l'interdiction de nourrir les porcs, les volailles et les poissons avec de la farine animale. En Suisse aussi, les politiciens protègent à tout prix les intérêts de l'industrie de la viande.

Dépenses de la Confédération pour l'agriculture et l'alimentation en 1999:

4'197 millions de francs.

Un lobby aussi puissant financièrement et qui compte de nombreux représentants à Berne, mettra toujours tout en œuvre pour conserver sa force (avec l'argent des contribuables!). On sait depuis longtemps que l'industrie de la viande est largement déficitaire et ne se maintient que grâce aux milliards de subventions qui lui sont versées. Pourtant, des études scientifiques toujours plus nombreuses démontrent les conséquences négatives pour la santé d'une forte consommation de viande. D'innombrables cas de cancers, de maladies cardio-vasculaires et d'infarctus pourraient

Thomas Zeltner, directeur de l'Office fédéral de la santé publique:

«Pour d'autres raisons, par exemple les risques d'infection, nous encourageons la population à consommer davantage de fibres, de légumes et de salades, mais moins de viande. **Une alimentation avec moins de viande est une alimentation plus saine.** Si la crise de la «vache folle» a pour conséquence d'abaisser la consommation de viande, cela ne nous rendra pas malheureux!»

Source : Basler Zeitung 22.11.2000

être évités par une alimentation sans graisses ni protéines animales et par l'adoption d'un mode de vie plus sain¹. Actuellement ces maladies constituent les principales causes de décès dans les pays industrialisés, y compris la Suisse.

Si la santé de la population est considérée comme une priorité, pourquoi personne ne s'oppose à l'industrie de la viande? Les associations de consommateurs ont-elles de trop faibles moyens financiers et en personnel pour lutter efficacement contre ce Goliath économique? Ou y a-t-il trop de politiciens propriétaires d'usines d'animaux et qui, dépendant des subventions fédérales, protègent leurs intérêts?

Est-ce un hasard que l'industrie du lait, qui est largement subventionnée, soit autorisée à faire de la publicité en faveur des prétendus bienfaits pour la santé de ses produits (bien que ces «bienfaits» soient mis en doute par des étu-

Témoignage de l'insécurité:

Thomas Zeltner, directeur de l'Office fédéral de la santé publique: «**La viande de boeuf est sans danger**, même celle des animaux qui ont subi un test positif, pour autant que les organes à risque en ont été enlevés. Bien entendu, les muscles de **ces animaux sont toutefois brûlés.**»

Source: Basler Zeitung, 22.11.2000.

des scientifiques!)², alors que pour les autres aliments une telle publicité est interdite?

Il ne faut pas être pessimiste pour se rendre compte de la réalité: les considérations économiques priment définitivement sur les questions de santé publique. D'autant plus que les personnes malades rapportent davantage que celles en bonne santé. Avec plus de 40 milliards de francs par année, les coûts des maladies sont en constante augmentation.

L'Office fédéral de la santé publique (OFSP) a pour tâche de veiller à la santé de la population. Hélas cet objectif est toujours davantage contré par des intérêts économiques³. De toute façon le gouvernement fait ce que la population exige de lui, et le peuple semble être sous l'influence de l'industrie pharmaceutique et des autres lobbies médicaux. Les gens finissent par être persuadés que c'est le médecin qui est responsable de leur santé et non plus eux-mêmes. Et les médecins se sont surtout spécialisés dans le «raccourci» de la santé. Pour améliorer la santé de la population, leur priorité n'est pas d'éviter les maladies, mais de les soigner.

Le test ESB

La population désécurisée exige à présent un test anti-ESB rapide. Mais le test existant ne peut se pratiquer qu'après l'abattage de l'animal et ne détecte l'ESB que sur des animaux âgés. Le test n'est pas suffisamment efficace pour détecter la maladie dès son stade initial. Pour cette raison, seules les vaches laitières âgées et les bœufs d'élevages, dont la viande coriace est utilisée pour faire des saucisses, terrines etc., peuvent être

La politique agricole de l'Union Européenne (UE) en chiffres:

En 1999, les dépenses de l'UE pour l'agriculture se sont montées à 45,144 Mrd. Euro, c'est-à-dire 52.7% des dépenses totales de l'UE.

Source : Der Fischer Weltalmanach 2001

Part de l'agriculture dans le produit intérieur brut de l'UE: 1.5%
 Dans l'UE la production de viande de porc se monte à 18'000'000 tonnes par année, soit 1'500'000 par mois. La production mensuelle de viande de bœuf s'élève à 600'000 tonnes. Le nombre d'animaux abattus auquel ces chiffres correspondent n'est même pas relevé...

Source : <http://europa.eu.int>

Recettes annuelles et nombre d'employés par secteur dans l'UE

	Recettes en milliards de Fr.	Nbre d'employés
Production de viande :	154	536'000
Pêche	18	84'000
Lait	133	285'000
Alimentation animale	53	87'000

Source : Confederation of the Food and Drink Industries of the EU (1998)

Chaque année l'UE produit 3 millions de tonnes de farines animales.

La politique agricole suisse:

Dépenses pour l'agriculture et l'alimentation:

1998: Fr. 3'911 millions

1999: Fr. 4'197 millions

Animaux abattus en 1999 (en tonnes):

150'000 tonnes de bovins (veaux compris)

225'700 tonnes de porcs

650 millions d'œufs ont été «produits» en 1999.

fiablement testés. La viande de veau et de bœuf qui est vendue sous forme d'escalope ou de steak provient presque toujours d'animaux abattus avant l'âge de 20 mois. Personne ne peut donc manger un steak en toute tranquillité, et ce même si la viande provient d'un animal testé!

Les autorités suisses ont, très tôt, interdit les farines animales pour les bovins, mais pour des raisons économiques, elles ne l'ont pas

fait pour les autres animaux. Toutefois, sous la pression de l'opinion publique, en novembre dernier, elles ont changé d'avis. L'inquiétude des consommateurs apparaît enfin plus importante que la pression économique exercée par l'industrie de la viande. Il est cependant à prévoir que la destruction des déchets d'abattoirs sera financée par l'argent de tous les contribuables (y compris des végétariens!).

Que signifie ESB ?

ESB est l'abréviation de l'encéphalopathie spongiforme bovine, une maladie qui touche le cerveau des bovins. Dès l'apparition de cette maladie en Grande-Bretagne, elle a été désignée sous le nom de «mad cow disease», donc maladie de la vache folle.

200'000 tonnes de déchets d'abattoirs sont produites chaque an Suisse

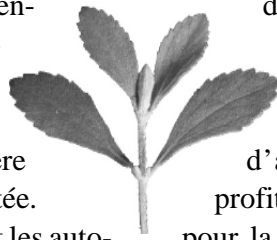
(Cash, 24.11.2000)

Certains prétendent que les autorités font de leur mieux pour prévenir les dangers pour la population et ne sont pas influencées par les intérêts économiques. Le gouvernement suisse serait réputé pour agir de manière réfléchiée et non précipitée.

Voyons un peu comment les autorités suisses réagissent lorsque la santé de sa population est menacée, et s'il n'y a pas d'intérêt économique évident en jeu.

Le cas de la Stevia

La stevia rebaudiana est une plante à feuilles sucrées. Ces feuilles sont utilisées depuis longtemps dans plusieurs pays comme produit sucrant. Au Japon par exemple la consommation de feuille de stevia en 1987 s'élevait à 700 tonnes. Jusqu'à présent aucune maladie n'a été constatée suite à la consommation de stevia. Au contraire: des études ont montré que la stevia évitait la formation des caries et des plaques dentaires. D'autre part le taux de sucre dans le sang est moins élevé avec la stevia qu'avec le sucre traditionnel. Enfin un produit sucrant naturel et bénéfique? Les autorités ne sont



pas de cet avis. En juillet 1999, une demande d'autorisation de vente de stevia en Suisse fut refusée sous prétexte qu'il existait trop peu d'études scientifiques prouvant l'innocuité de ce produit. Au printemps de la même année, des expériences sur des rats (!) avaient mis en évidence une nocivité de la stevia pour les rats, et c'est sur la base de ces expériences (aléatoires) sur ces animaux, que les pays de l'UE et les Etats-Unis ont, comme la Suisse, également interdit la stevia.

Il peut sembler que cette décision n'avait pas été prise pour des raisons économiques. Quoique... pour l'industrie du sucre, la venue de la stevia sur le marché n'aurait pas été une bonne affaire. Pas plus que pour les dentistes et d'autres professions qui profitent des dégâts du sucre pour la santé. On peut bien sûr se demander s'il est correct de retirer un produit sur la base d'études sur les rats, injustifiables d'un point de vue éthique et douteuses d'un point de vue scientifique. Mais indépendamment de cela, se

La consommation de viande bovine en Suisse

De janvier à septembre 2000 la consommation de viande bovine a augmenté de 6.3%, celle de veau de 13.2%, celle de charcuterie de 2.3% et celle de saucisses de 1.5%. L'ESB ne peut être détectée que sur des bovins âgés de plus de 20 mois. La viande, devenue moins tendre, de ces animaux plus âgés est utilisée pour faire des saucisses et des terrines.

Sources : Neue Fleisch AG, citation du Schaffhauser Nachrichten 24.11.2000

Bruno Oesch, chercheur zurichois sur l'ESB:

«Le facteur déclenchant de l'ESB peut se trouver dans le sang et selon toute vraisemblance également dans les muscles». Sources : Limmattaler Tagblatt AZ, 24.11.2000

pose la question de ce qui se serait passé si l'OFSP avait réagi de manière aussi énergique à la crise de la «vache folle», sans tenir compte des intérêts de l'industrie de la viande?

Pour mémoire: Il est actuellement admis que l'ESB est transmissible à l'humain et que cela provoque la nouvelle variante de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (nMCJ). Officiellement près d'une centaine de personnes en sont décédées. Les scientifiques n'excluent pas une future grande épidémie par la propagation de cette maladie incurable. Les autorités, y compris le gouvernement suisse, considèrent que les bovins contractent l'ESB suite à l'ingestion de farines animales contaminées, et ce bien que certains autres facteurs ne peuvent pas être exclus (par exemple: pesticides dans l'affouragement ou administration de médicaments, comme l'insecticide Phosmet).

Voici un scénario des mesures anti ESB qui auraient dû être logiquement adoptées et qui ne tient pas compte des intérêts de l'industrie de la viande :

1. Après la découverte de l'ESB chez les bovins et le soupçon de transmission par la farine animale: interdiction immédiate en Europe des farines animales au moins pour les ruminants, avec des contrôles rigoureux et destruction des produits critiques (cer-

veau, moelle et tissus nerveux).

Réalité: La Suisse adopta assez vite ces mesures, les autres pays firent de même un an plus tard. Mais les contrôles ne furent mis en place que dans un nombre limité de pays, avec pour conséquence qu'en Europe de nombreux pays continuèrent d'utiliser de la farine animale. En Allemagne, où l'on affirmait il y a peu de temps qu'il n'y avait pas de cas d'ESB, l'utilisation de la cervelle de bovins pour la fabrication des saucisses était encore autorisée en 2000! En novembre 2000, l'Office vétérinaire fédéral a déclaré que des bovins avaient, en fait, pu consommer de la farine animale par contamination croisée en ingérant des aliments destinés aux autres animaux.

2. Après que la transmissibilité de l'ESB à l'homme ait été admise: retrait des aliments suspects et interdiction de la vente de viande de bœuf.

Réalité: A l'opposé du cas de la stevia, un tel scénario a été exclu. Il y a pourtant eu de nombreux morts suite à l'ESB et des centaines peuvent encore suivre. Rappelons que pour la stevia, aucun cas de maladie n'a été observé chez les humains alors que l'OFPS a décrété son interdiction ! Quelle a été la réaction de l'UE ? Plus de la moitié du budget de l'UE étant alloué à l'agriculture, des mesures drastiques à l'encontre d'un lobby aussi puissant ont donc été exclues...

Conclusion

Plus le lobby d'un produit alimentaire est puissant, plus il peut, sans conséquence négative pour lui, se permettre de causer des dégâts. Infarctus, cancer et même décès par la nMCJ ne seront pris en con-

sidération que dans la mesure où il y a derrière des intérêts économiques puissants.

Il ne faut pas passer sous silence que les consommateurs ont aussi leur part de responsabilité dans cette situation. La plupart se laissent facilement convaincre par la publicité et sont tentés par des prix avantageux. Comme seule une minorité de personnes se sentent concernées par les questions de protection des animaux et de l'environnement, la réaction officielle de l'Administration pouvait difficilement être différente. Peut-on imaginer que le Conseil fédéral décide subitement de verser les milliards de subventions aux fabricants de produits alternatifs à la viande?

La catastrophe de l'ESB devrait déboucher sur une profonde remise en question de notre société. Ceci ne peut s'accomplir par le

seul fait des autorités et des scientifiques. **Cela doit commencer par le plus décisif: soi-même!** Une alimentation végétale est un premier pas sur ce difficile chemin!

*Renato Pichler,
Président de l'Association suisse
pour le végétarisme
Décembre 2000*

¹ World cancer Research & American Institute for Cancer Research: «Food, Nutrition and the Prevention of Cancer : a global perspective», 1997 ISBN 1-899533-05-2 et Dean Ornish: «Revolution in der Herztherapie», 1992, Kreuz-Verlag, ISBN 3-7831-1197-8.

² Voir Vegi-Info allemand 3/2000 page 7.

³ Voir article vegi-Info allemand 4/2000 «Weniger Fleisch essen ist gesund» de Urs P. Gasche.

Association Suisse pour le Végétarisme

D'autres informations sur les raisons de favoriser l'alimentation végétarienne peuvent être obtenues au Association Suisse pour le Végétarisme:

Association Suisse pour le Végétarisme (ASV)
Sce. Documentation
27, chemin de Pierrefleur
1004 Lausanne
Tel. & Fax: 021 / 646 89 53
<http://www.vegetarisme.ch>
E-Mail: asv@vegetarisme.ch (français)

Distribué par:

